Confédération paysanne

Syndicats pour une Agriculture paysanne et la défense de ses travailleur·euses

Bagnolet, le 14 août 2025

Communiqué de presse

Dermatose Nodulaire Bovine : Ne sacrifions pas les Savoie pour une posture autoritaire

Trois semaines après le début de la vaccination contre la dermatose nodulaire contagieuse (DNC), la détresse des éleveur·euses confronté·es à la stratégie d'abattage total des troupeaux est insupportable. Alors que l'État desserre l'étau sur les mouvements d'animaux, le ministère confirme son choix d'euthanasier systématiquement l'ensemble des élevages touchés.

Nous refusons cette politique de la terre brûlée, aux conséquences humaines, économiques et territoriales dramatiques. Partout en France, les paysan·nes se sont mobilisé·es cette semaine en solidarité avec les éleveur·euses des Savoie pour exiger la fin des abattages totaux et une autre politique de gestion des crises sanitaires.

D'année en année, l'État répète les mêmes erreurs : aucune anticipation, aucune écoute, aucun cadre de concertation réel et nécessaire pour que les éleveur·euses, premier·es concerné·es, puissent s'approprier les mesures appliquées. À cela s'ajoute un grave déficit de transparence : les éleveur·euses comme les citoyen·nes découvrent trop souvent les décisions par voie de presse. Cette opacité nourrit la défiance et fragilise des filières entières, comme en témoigne aujourd'hui la méfiance des consommateurs vis-à-vis des fromages au lait cru.

Nous refusons également une gestion dictée par les accords commerciaux : les paysan·nes ne sont pas des variables d'ajustement au service des échanges internationaux. La FNSEA, coresponsable de cette cogestion avec l'État, cautionne ce carnage, contribue à amplifier la détresse des éleveur·euses et à aggraver la crise au lieu de défendre réellement l'élevage.

La recrudescence des crises sanitaires, conséquence directe du réchauffement climatique, nous exposera à d'autres épidémies. Une gestion collective des moyens de prévention et de lutte est donc indispensable.

C'est pourquoi nous appelons le gouvernement et la ministre Annie Genevard à sortir des postures autoritaires, à prendre en considération la parole des éleveur·euses et à cesser de mettre à mal l'élevage paysan et d'hypothéquer son avenir.

Contacts :
- Thomas Gibert, porte-parole national : 06 65 24 66 44
- Nina Lejeune, secrétaire nationale : 06 45 91 14 38
- Philippe Calloud, porte-parole Confédération paysanne de Savoie : 06 68 79 84 63